

PLAN ESPOIR BANLIEUES

Egalité des chances, éducation, sécurité, transports, social, le président de la République a détaillé, le 8 février 2008, sa politique en faveur des banlieues, "priorité du quinquennat". Il en appelle à une "révolution des mentalités" et souhaite donner à tous "les moyens d'étudier et d'entreprendre".

Le plan, dont les grandes lignes avaient été annoncées par Fadela Amara le 22 janvier 2008, est élaboré autour de cinq secteurs clés :

L'égalité des chances

La fonction publique doit promouvoir la diversité : le chef de l'Etat veut étudier toutes les pistes, y compris les préparations spécifiques, afin d'intégrer et promouvoir, d'ici à 5 ans, les enfants issus de l'immigration à tous les échelons de la fonction publique.

Le secteur privé sera également sollicité : le contrat d'autonomie sera expérimenté pour offrir aux jeunes un soutien intensif et personnalisé leur permettant d'accéder à un emploi stable ou à une formation qualifiante. Les jeunes désireux de créer leur entreprise - un sur deux dans les quartiers aujourd'hui - seront accompagnés, tout au long de leur parcours, par des professionnels.

Au total, l'Etat guidera vers l'emploi plus de 100 000 jeunes en trois ans. L'engagement national pour l'emploi des jeunes des quartiers sera signé dès le vendredi 15 février.

L'éducation

L'Education nationale a été chargée d'identifier et de recenser, sur tout le territoire, les jeunes sortis du système scolaire afin qu'ils soient accueillis dans les "écoles de la deuxième chance". Celles-ci pourront être financées par la taxe d'apprentissage.

Pour "casser les ghettos scolaires", le chef de l'Etat préconise l'abandon de la carte scolaire, la fermeture des établissements les plus dégradés, la création d'internats de réussite éducative. De plus, trente sites d'excellence scolaire, dont au moins six lycées professionnels, seront créés.

La sécurité

Les groupes d'intervention régionaux (Gir) seront redéployés et mobilisés "jour et nuit" afin de mettre au jour l'économie souterraine. Environ 200 unités territoriales de quartier viendront renforcer la sécurité des banlieues les plus marquées par les violences, soit 4 000 policiers supplémentaires en trois ans.

Les transports

Quelque 500 millions d'euros seront mobilisés dans le cadre du Grenelle de l'environnement pour les quartiers sensibles. Ils seront consacrés à la création immédiate de lignes d'autobus et au développement des moyens ferrés comme le tramway. Une part de l'effort financier sera réservée à l'Île-de-France, et l'Etat apportera, en région, sa contribution aux projets qui lui seront présentés.

Les associations et le logement social

Nicolas Sarkozy a annoncé un nouveau partenariat de l'Etat avec les associations qui s'engagera financièrement avec elles sur plusieurs années pour leur permettre de réaliser des projets de long terme. Celles-ci seront ensuite évaluées sur leurs résultats. L'Etat réglera les "petites dépenses en 48h avec un simple chéquier".

Christine Boutin et Brice Hortefeux doivent poursuivre les discussions sur le mode d'attribution des logements sociaux ainsi que sur la possibilité de les acquérir. Le chef de l'Etat a également appelé à un nouveau pacte social

afin que la qualité des prestations fournies par les bailleurs sociaux - tout particulièrement la maintenance des ascenseurs - soit évaluée et "qu'elle conditionne le maintien des avantages dont [les bailleurs] bénéficient".

Afin de gérer au mieux l'avancée de ces différents chantiers, le président de la République a annoncé qu'un représentant de l'Etat serait nommé à plein temps pour chaque quartier.